

73.03.03 Aide à l'équipement des entreprises de travaux forestiers

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	article 73 Investissements
Base réglementaire : article du PSN	article 73.03 Investissements productifs non-agricoles
Intitulé dispositif régional NAQ	Aide à l'équipement des entreprises de travaux forestiers
Indicateurs de résultats associés	R18 : Total des investissements visant à améliorer les performances du secteur forestier : Somme des coûts totaux éligibles des opérations soutenues
Indicateurs de réalisation associés	O24 : Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs en dehors des exploitations agricoles
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Le secteur des travaux forestiers (sylviculture et exploitation) demande un soutien particulier compte-tenu de sa structuration en petites et très petites entreprises et du poids des investissements matériels.</p> <p>Ce dispositif est destiné à contribuer à améliorer la compétitivité des opérateurs économiques en soutenant des investissements dans des équipements adaptés et la création d'emplois non délocalisables en zone rurale. Il vise à garantir le développement des travaux forestiers pour conforter la ressource forestière et à garantir la mobilisation du bois dans le respect de la sécurité au travail et des préoccupations environnementales.</p>
Date indicative de démarrage du dispositif	Janvier 2024
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<p>Cette aide s'adresse aux entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • employant moins de 50 salariés, • dégageant jusqu'à 10 millions d'euros de chiffre d'affaires, • dont l'activité principale est la réalisation de travaux forestiers (exploitation et / ou sylviculture). <p>Ces conditions sont vérifiées à la date de la demande d'aide.</p>
Conditions d'éligibilité	Attestation de levée de présomption de salariat ou attestation d'affiliation en tant qu'entreprises qui réalisent des travaux forestiers
Coûts éligibles	<p>Elle permet de financer des investissements matériels et immatériels pour la réalisation des travaux sylvicoles et les travaux d'exploitation.</p> <p>Sont notamment éligibles les matériels neufs et d'occasion sous certaines conditions prévues dans l'appel à projets.</p> <p>Les investissements matériels :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Machines et matériels dédiés aux travaux de sylviculture

	<ul style="list-style-type: none"> • Machines et matériels dédiés aux travaux d'exploitation • Matériels de transport et de manutention du bois en forêt : remorque forestière, grappin à bûches... • Câble aérien de débardage de bois à l'exception des câbles d'implantation permanente. • Equipements de traction animale (dont animaux de trait). • Matériels informatiques neufs embarqués (ordinateur, GPS, transcodeur pour envoi de données chantier géo-référencées à disposition du chauffeur) <p>Les investissements immatériels :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les études de faisabilité préalables à un investissement. • Services de conseil et études techniques, économiques et juridiques concernant la R&D, la mise en place d'un suivi de la qualité ou visant à la certification de la qualité et/ou de l'origine du bois. • Systèmes d'information et logiciels spécialisés de gestion, de production ou dédiés à la traçabilité des bois.
Inéligibilités	<p>Sont exclus les matériels non exclusivement forestiers (engin de travaux publics, mini pelle, tracteur agricole...) ainsi que les matériels ne présentant pas tous les dispositifs de sécurité requis par la législation en vigueur pour travailler en forêt.</p> <p>Le financement des équipements des parcs à grumes, des pelles hydrauliques à vocation de travaux publics et des grues forestières équipant ou chargeant de manière autonome un camion routier est exclu.</p>
Eligibilité temporelle des dépenses	Ces éléments seront précisés dans le cahier des charges.
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	<p>Existence d'un dispositif national par appel à projets (France 2030). Des contrôles croisés seront organisés.</p> <p>Il n'est pas autorisé de déposer simultanément de demande d'aide sur ce dispositif et sur un dispositif national similaire.</p> <p>Des précisions sont apportées dans les documents de mise en œuvre de ce dispositif.</p>
Ligne de partage FESI	Aucune aide de ce type n'existe au titre des FESI, donc il n'y a aucun risque de double financement.
3. Modalités d'octroi de l'aide	
Principes de sélection	<p>Création d'emploi.</p> <p>Formation à l'intervention à proximité des réseaux et aux gestes de premiers secours.</p> <p>S'inscrire dans une démarche collective</p> <p>S'inscrire dans une démarche de développement durable</p> <p>Antériorité des aides déjà obtenues sur un dispositif similaire.</p>
Fonctionnement du dispositif	Fil de l'eau
Bonifications éventuelles	
Montants et taux maximum d'aide	<u>Investissements matériels</u> : le taux de base des aides est de

publique	<p>20% des dépenses éligibles sur une base plafonnée et il est majoré notamment dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> + 20% pour les matériels informatiques embarqués, les logiciels et le développement de logiciels, + 20% pour les équipements de traction animale (dont animaux de trait), + 20% pour les câbles aériens de débardage de bois à l'exception des câbles d'implantation permanente. <p>Le taux de base et les éventuelles majorations se cumulent dans la limite de 40%.</p> <p>Investissements immatériels : le taux des aides est de 65% des dépenses éligibles.</p> <p><u>TMAP</u> : Le taux des aides ne devra pas dépasser 65% des dépenses éligibles totales (matérielles et immatérielles).</p>
4. Nature et montant de l'aide	
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Région
5. calcul du montant de l'aide	
Plancher (en dépenses éligibles)	Des planchers pourront être instaurés, ceux-ci seront précisés dans les cahiers des charges.
Plafonds (en dépenses éligibles)	Des plafonds pourront être instaurés, ceux-ci seront précisés dans les cahiers des charges.
Modalités de versement	Un versement unique
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	Non
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	
Réglementation aides d'Etat	Hors champs de l'article 42 du TFUE : rattachement au régime exempté de notification SA.107473 Aide dans le secteur forestier en lien avec le plan stratégique national de la PAC pour la période 2023-2027
Maintien des dépenses	Les investissements matériels et équipements accompagnés doivent être conservés pendant une durée de 5 ans à compter de la date de la dernière signature de la décision juridique. Des précisions sur les conditions de mise en œuvre de cette règle sont apportées dans les cahiers des charges.